



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Luxembourg, le 4 janvier 2010

Le Ministre de l'Économie
et du Commerce extérieur
à
Monsieur le Ministre
des Affaires Étrangères

L-2911 Luxembourg

dossier suivi par: M. Tom Eischen
tél. : 2478-4322 ; fax : 2478-4311

Réf.: 0539-E09

Objet: Rapport pour l'année 2007 en exécution de l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2003/30/CE visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-après le rapport du Luxembourg **pour l'année 2007** conformément aux dispositions de l'article 4, paragraphe 1. de la directive 2003/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2003 visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports avec prière de bien vouloir le transmettre à la Commission européenne, Direction Générale de l'Énergie et des Transports, par l'intermédiaire de notre Représentation permanente auprès de l'Union européenne.

Jeannot Krecké
Ministre de l'Économie et
du Commerce extérieur

Rapport en exécution de l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2003/30/CE visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports.

Le contexte légal.

La directive 2003/30/CE visant à promouvoir les biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports invite les Etats membres à veiller à ce qu'un pourcentage minimal de biocarburants soit mis en vente sur leur marché. A cet effet les valeurs de référence pour ces objectifs sont fixées comme suit: 2% en 2005 et 5,75% en 2010, calculés sur la base de la teneur énergétique. Sont à considérer comme biocarburants les combustibles liquides ou gazeux utilisés pour le transport et produits à partir de la biomasse.

L'article 4, paragraphe 3 de cette même directive détermine qu'avant le 1^{er} juillet de chaque année, les Etats membres adressent à la Commission européenne un rapport sur:

1. les mesures prises pour promouvoir l'utilisation des biocarburants et d'autres carburants renouvelables en remplacement du gazole ou de l'essence pour le transport,
2. les ressources nationales affectées à la production de biomasse à des fins énergétiques autres que le transport, et
3. les quantités totales de carburants pour les transports vendus au cours de l'année précédente et la part, dans ces chiffres, des biocarburants, purs ou mélangés, et autres carburants renouvelables mis sur le marché. Le cas échéant, les Etats membres signalent les conditions exceptionnelles dans l'offre de pétrole brut ou de produits pétroliers qui ont affecté la commercialisation des biocarburants et des autres carburants renouvelables.

1. Mesures prises pour promouvoir l'utilisation des biocarburants et d'autres carburants renouvelables en remplacement du gazole ou de l'essence pour le transport.

- A) L'article 7, point 6 de la loi budgétaire pour l'exercice 2006 a introduit la défiscalisation de la proportion de biocarburant contenu dans le diesel et l'essence en disposant que: « Les "biocarburants", tels que définis à l'article 2 de la Directive 2003/30/CE du Parlement Européen et du Conseil du 8 mai 2003, lorsqu'ils sont ajoutés à l'essence ou au gasoil utilisés comme carburants, peuvent profiter d'un droit d'accise autonome réduit ».

L'analyse du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur a fait ressortir que le système de détaxation en place n'a pas pu satisfaire aux objectifs fixés. Seuls quelques 750.000 litres de biocarburants produits à partir d'huile de colza ont été utilisés par des flottes captives au niveau national.

- B) Afin de satisfaire aux dispositions de la directive, la loi budgétaire pour l'année 2007 prévoit une obligation légale envers les sociétés pétrolières luxembourgeoises d'incorporer pendant l'année 2007 au moins 2% en teneur énergétique de biocarburants dans les carburants d'origine fossile mis à la consommation sur le territoire national sans préjudice des normes européennes appropriées énonçant les spécifications techniques pour les carburants destinés au transport (EN 228 et EN 590).

L'obligation de 2% équivaut à une mise à la consommation d'environ 52 millions de litres de biocarburants sur une consommation annuelle pour les transports routiers estimée d'environ 2,6 milliards de litres pour 2007.

Pour garantir une mise en œuvre en bonne et due forme des termes de l'obligation d'incorporation de biocarburant, la loi budgétaire 2007 prévoit également la mise en place d'une taxe de pollution qui sera prélevée auprès des pétroliers ne pouvant pas démontrer qu'ils ont rempli leur obligation.

En complément à l'obligation d'incorporer des biocarburants dans les carburants classiques, la loi budgétaire 2007 prévoit que les biocarburants mis à la consommation au Grand-Duché de Luxembourg à l'état pur sont exonérés de toutes taxes afin d'encourager la mise en place de flottes captives roulant avec 100% de biocarburant et la mise en place d'unités de production nationales.

Actuellement 40 autobus de la Ville de Luxembourg roulent au biodiesel estérifié en France à partir de colza en provenance de 1.300 ha de surface agricole luxembourgeoise.

- C) La politique de diversification industrielle pratiquée par le Gouvernement favorise la création et l'implantation d'entreprises œuvrant dans le domaine des technologies écologiques. Dans le cadre de cette politique le projet d'une construction d'une usine à production de biocarburants se trouve actuellement en procédure d'autorisation. Ce projet d'une capacité de production de 20 millions de litres de biocarburant par an devrait s'intégrer parfaitement dans le plan d'action du Gouvernement visant la réduction des émissions de CO₂ par la promotion de l'utilisation de biocarburants et d'autres carburants à base de ressources renouvelables dans les transports.

2. Ressources nationales affectées à la production de biomasse à des fins énergétiques autres que le transport.

L'étude de potentiel LUXRES publiée le 26 mars 2007 a montré un potentiel réalisable en matière de production d'énergie à partir de sources d'énergie renouvelables ainsi que de la fraction biodégradable des déchets industriels et municipaux d'ici 2010 de 1.134 GWh/a. (Les porteurs d'énergie biogènes liquides servant au transport, 41 GWh/a, sont également repris dans ce chiffre). Actuellement 36,78% des déchets municipaux sont formés par des déchets biodégradables. En 2007 les quantités de déchets biodégradables se chiffraient à quelque 50.000 tonnes. Ainsi 24,3 GWh d'énergie électrique renouvelable ont pu être injectés dans le réseau public.

Le plus grand potentiel résiderait selon l'étude LUXRES dans les porteurs d'énergie à corps solide (bois de chauffage, vieux bois et bois résiduel, plantes énergétiques, déchets ménagers biodégradables, résidus agricoles à corps solide), à savoir 2.196 TJ/a. En avril 2007, l'Administration des Eaux et Forêts a relevé une production annuelle de quelques 15 GWh/a à partir des installations de chauffage à copeaux de bois en production au Grand-Duché de Luxembourg.

Quant aux porteurs d'énergie biogènes gazeux (purin, coupe de plantes et entretien de sites verts, déchets biodégradables, plantes énergétiques, boue d'épuration, gaz de décharge), ils offriraient un potentiel de 176 GWh/a d'ici 2010 pour le Grand-Duché de Luxembourg. Deux projets concrets (« Minettkompost » et « Naturgaskielen ») sont sur la voie d'être réalisés totalisant une production de 166 TJ/a.

3. Les quantités totales de carburants pour les transports vendus au cours de l'année précédente et la part, dans ces chiffres, des biocarburants, purs ou mélangés, et autres carburants renouvelables mis sur le marché.

La quantité de biocarburant utilisé à l'état pur au Grand-Duché de Luxembourg se chiffrait à quelque 25 TJ en 2007.

L'année 2007 a été la première année durant laquelle l'obligation d'incorporation de biocarburant à raison de 2% en valeur énergétique était effective. Etant donné que le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas de raffinerie et ne dispose que de possibilités très limitées d'installations aptes à effectuer un mélange de carburants classiques avec du biocarburant, les opérateurs ont dû se réorganiser de façon considérable en vue de remplir l'obligation d'incorporation et ont trouvé des solutions flexibles avec l'Administration des Douanes et Accises qui s'est vu attribuer la responsabilité du contrôle de l'obligation.

La balance biocarburant, exprimée en GJ, établie par la Direction des Douanes et Accises pour l'année 2007 affichait une part de biocarburant équivalent à 2,01% par rapport au carburant mis à la consommation au Luxembourg. Le tableau ci-joint reprend les quantités relevées par la Direction des Douanes et Accises.

Année	2007
Produits / Unités	GJ
	Valeurs contrôlées par la Direction des Douanes et Accises
Essence	18.495.637
Diesel	74.319.496
Bioessence mélangé	54.704
Biodiesel mélangé	1.845.833
Valeur énergétique totale des carburants mis à la consommation	94.715.670
Minimum d'addition en pourcentage	2%

Minimum d'addition en valeur énergétique	1.894.313
Valeur énergétique totale des biocarburants	1.900.537
Proportion de biocarburants calculée sur base du contenu énergétique par rapport au carburant utilisé dans le transport	2,01%

Table 1 - Proportion de biocarburants par rapport au carburant utilisé dans le transport

La table ci-jointe reprend les mêmes données de la table 1 exprimées en litres:

Années	2007
Produits / Unités	litres
Essence	571.479.158
Diesel	2.125.116.045
Bioessence mélangé	2.382.638
Biodiesel mélangé	54.935.107

Table 2 : Quantités de carburants mis à la consommation au Grand-Duché de Luxembourg (unité = litres)